



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Ouest
Division achats publics**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*en application du Livre 1 du code de la commande publique
portant sur les dispositions applicables aux marchés publics*

n° DAF_2024_001515

Relatif à la :

**ACQUISITION ET INSTALLATION DE VENTILATEURS MURAUX A
TELECOMMANDE AU PROFIT DES FORMATIONS SOUTENUES PAR LE
GROUPEMENT DE SOUTIEN DE LA BASE DE DEFENSE DE CHERBOURG**

Technique d'achat :

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
SANS MINIMUM ET AVEC UN MAXIMUM EN FINANCIER**

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert passé en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique

Date limite de réception des offres

16 janvier 202X à 10h00

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est **fortement** recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support informatique USB, comme cela est prévu dans le règlement de la consultation (cf. art 9.1.2)

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique (CCP), l'acheteur accepte d'utiliser le document unique de marché européen (DUME). (Réponse question 39)

Le DUME, ou l'eDUME pour sa version électronique, est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, élaborée sur la base d'un formulaire type permettant de candidater à un marché public. Il est appelé à se substituer aux formulaires DC1, DC2, DC4 et à remplacer le programme « Marché Public Simplifié » (MPS).

Ce dispositif présente les caractéristiques suivantes :

- - la réponse électronique est **obligatoire** pour l'ensemble des candidats ;
- - il permet de candidater à n'importe quel marché dans toute l'Union Européenne avec le même document ;
- - il permet de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration (conformément au programme « Dites-le nous une fois »).

Le DUME se divise en trois (3) parties et permet aux candidats :

- - de s'identifier via le formulaire (SIRET, numéro de TVA intracommunautaire ou autres identifiants, nationalité, etc..) ;
- - d'informer le représentant pouvoir adjudicateur (RPA) sur sa soumission ou non à des motifs d'exclusion d'un marché public (condamnation pénale, dette fiscale ou sociale, etc.) ;
- - de présenter son aptitude à répondre au marché (capacités financières, techniques et professionnelles, ainsi que les assurances dont il bénéficie).

Remarques :

- - les candidatures n'ont pas à être signées lors de leur dépôt ;
- - l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) sera transmis dûment complété au format WORD. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer l'exemplaire qui lui sera retransmis par l'acheteur ;
- - le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché est dispensé de transmettre les attestations fiscales et sociales en cours de validité que l'acheteur peut obtenir directement par le biais de l'espace de stockage numérique PLACE (fiche fournisseur / coffre-fort

Application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022

« Conformément au règlement du Conseil de l'Union Européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée. »

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est un appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique (CCP). (Réponse question 3)

La procédure doit conduire à la conclusion d'accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum en financier, d'une durée de 48 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'administration dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP. (Réponse question 6)

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition et l'installation de ventilateurs muraux à télécommande au profit des formations soutenues par le Groupement de soutien de la base de défense de Cherbourg. Il s'agit de la pose et dépose du matériel hors service, pose de matériel neuf en remplacement.

L'accord-cadre n'est pas alloti du fait d'absence de prestations distinctes. (Réponse question 9)

CPV	Désignation des articles	Montant en € HT sur 12 mois	
		MINI	MAXI
39717100-2	Ventilateurs	SANS	100 000

Les modalités de livraison figurent à l'article 6 du CCATP.

ARTICLE 3 - OBJET DU PRÉSENT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des candidatures et des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour l'évaluation des candidatures et des offres ;
- les critères retenus pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE

4.1 Présentation de la candidature

Le candidat a le choix de présenter sa candidature :

- soit en mode simplifié en utilisant le Document Unique de Marché Européen en sa version électronique l'e-DUME (format dématérialisé xml) ;
- soit en mode dématérialisé hors e-DUME (ci-dessous).

Quel que soit le choix opéré par le candidat, toutes les pièces de la candidature devront être déposées sur PLACE au plus tard à la date et à l'heure de réception fixées à l'article 7 du présent règlement de la consultation sous peine d'irrecevabilité de la candidature.

La candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent impérativement **être rédigés en langue française**.

4.2 Contenu du dossier de candidature simplifiée

Le candidat peut :

- Soit créer un eDUME « opérateur économique », en activant toutes les rubriques du formulaire électronique et en répondant à toutes les questions, à partir de l'utilitaire d'importation et téléchargement disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ou directement sur le site de l'union européenne via le service en ligne à l'adresse URL suivante : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr/> ;
- Soit utiliser l'eDUME acheteur créé pour cette consultation sur PLACE. Cette solution permet de ne répondre qu'aux questions sélectionnées par l'acheteur (= gain de temps). (Réponse question 27)
- NB : le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacité(s) d'un autre opérateur économique devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire eDUME distinct.

4.3 Contenu du dossier de candidature hors candidature simplifiée (Hors DUME)

La constitution intégrale de ce dossier de candidature s'impose aux candidats qui satisfont à au moins l'une des conditions suivantes :

- se présentent en groupement d'entreprises ;
- ne disposent pas d'un numéro de SIRET ;
- sont des entreprises de nationalité étrangère.

La candidature doit contenir, **en mode de transmission dématérialisée**, les documents suivants :

- **pièce n°1. La lettre de candidature** (imprimé DC1) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;
- **pièce n°2. La déclaration du candidat** (imprimé DC2) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement.

Ces formulaires peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations. Les formulaires sont disponibles et téléchargeables sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- **Pièce n°3. La déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence sera renseigné dans l'article F du présent DC2
- **Pièce n°4. La déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;
- **Pièce n°5. La présentation d'une liste des principales fournitures** liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence ;
- **Pièce n°6. La déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, ou document équivalent pour les sociétés non établies en France, concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **Pièce n°7.** Un certificat qui mentionne en cas d'assujettissement à la T.V.A. (*article D. 8222-7-1°-a du code du travail*) son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

Les pièces 1 et 2 pré-remplies, sont jointes au présent DCE.

QUEL QUE SOIT LE MODE DE TRANSMISSION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du CCP). (Réponse question 39)

Un opérateur économique ne peut agir à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas de candidatures groupées, une lettre de candidature par groupement et un dossier complet par cotraitants sont exigés.

La candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent être rédigés exclusivement en **langue française**.

Les documents au titre de la candidature, remis dans une autre langue que la langue française, doivent être accompagnés d'une **traduction en langue française** (Réponse question 19) (cf. article R. 2143-16 du CCP). En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fera seule foi.

Tout document présenté dans une langue autre que le français non accompagné de sa traduction en langue française sera considéré comme non présenté et ne sera pas pris en compte pour l'analyse de la candidature.

4.4 Contenu de l'offre

Les documents relatifs à l'offre ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent être rédigés exclusivement **en langue française**.

Les documents au titre de l'offre, remis dans une autre langue que la langue française, doivent être accompagnés d'une traduction en langue française (article R. 2143-16 du CCP). En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fera seule foi.

Tout document présenté dans une langue autre que le français non accompagné de sa traduction en langue française sera considéré comme non présenté et ne sera pas pris en compte pour l'analyse de l'offre.

L'offre se compose de deux parties, A et B ci-dessous, doit contenir les documents suivants :

A- Partie Administrative (transmis obligatoirement via PLACE)

- Le **Bordereau de prix unitaire (BPU)** précisant les prix unitaires HT ;

B- Partie Technique

- **Le mémoire technique**.

(Réponse question 23)

ARTICLE 5 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE

5.1 Présentation de l'offre

Les soumissionnaires doivent indiquer dans le BPU le délai d'intervention maximum proposé en jours calendaires pour la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où aucun délai n'est indiqué par le soumissionnaire, ce dernier s'engage à exécuter la prestation dans le délai de 15 jours maximum fixé par l'acheteur dans l'ATTR11 cadre B1.

Les frais de transport et d'emballages sont à la charge du titulaire.

Toutes les matières, y compris les emballages, sont à la charge du titulaire.

5.2 Conditions de recevabilité de l'offre

Les variantes **ne sont pas** autorisées. (Réponse question 24)

L'offre correspond au prix unitaire de l'article ou de la prestation. Le prix inclut le coût relatif aux différents éléments constitutifs de l'article ou de la prestation.

L'offre doit être formulée en euro.

ARTICLE 6 - DÉLAI DE VALIDITÉ DE L'OFFRE

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. (Réponse question 40)

ARTICLE 7 - DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

16 janvier 202X à 10h00

- La date et l'heure limites pris en compte sont la date et l'heure de réception du pli sur PLACE non celles de l'envoi.
- Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS

L'offre, doit parvenir dans les délais indiqués à l'article 7, terme impératif.

L'administration impose aux candidats de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des offres.

8.1 Aide

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des offres. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'administration décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

8.1.1 Déroulement de la procédure de transmission du pli

Lors de l'envoi du pli électronique, le candidat reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt, signé par la plate-forme. Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

Le candidat entendant faire une offre devra présenter **dans un pli unique** déposé via PLACE, un pli contenant l'ensemble des documents relatifs à l'offre.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limite de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit

déposer à chaque fois, un dossier complet contenant l'intégralité des documents relatif à l'offre. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lus. Le candidat en sera informé.

8.1.2 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat est incité à fournir **une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB uniquement) (Réponse question 25)**. Cette copie du pli est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier de candidature transmis par voie électronique au pouvoir adjudicateur.

Cette copie de sauvegarde parvient à la PFC-ouest en recommandé avec accusé de réception dans les délais impartis pour la remise des plis. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par le pouvoir adjudicateur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation ;
- lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres.

L'adresse pour l'envoi de la copie de sauvegarde est la suivante :

Plate-Forme Commissariat Ouest Division achats publics Section FM Quartier Foch –BP 22 35998 RENNES CEDEX 9

8.2 Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique

Conformément **aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14** du code de la commande publique **(Réponse question 38)**, chaque soumissionnaire a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le candidat retenu devra fournir ces documents dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande du service.

ARTICLE 9 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-forme commissariat Ouest via PLACE, au plus tard **15** (quinze) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **6** (six) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des offres.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS D'ENTREPRISE

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

En cas de groupement conjoint, **le mandataire du groupement conjoint est obligatoirement solidaire** pour l'exécution du marché public de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. **(Réponse question 33)**

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les soumissionnaires ne peuvent se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Une entreprise ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-13 du CCP, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies (article R. 2142-26 du CCP).

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

ARTICLE 11 - UNITÉ MONÉTAIRE UTILISÉE

Les soumissionnaires sont informés que l'unité de compte du marché sera l'euro.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES OFFRES

12.1 Examen des offres

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres

- irrégulières,
- inacceptables,
- inappropriées,

conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du CCP. (Réponse question 32)

Toutefois les offres irrégulières peuvent être régularisées dans un délai approprié et les offres inacceptables peuvent devenir acceptables à l'issue des négociations, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

12.1.1 Critères de jugement des offres

Les offres des soumissionnaires seront classées par la personne publique en tenant compte, par ordre d'importance décroissante, des critères suivants :

- Valeur technique (50%) ; (Réponse question 31)
- Prix (40%) ;
- Délai de début d'intervention (10%)

1. La valeur technique de l'offre

Modalité d'attribution de la note : 10 points seront attribués de la manière suivante :

La valeur technique s'apprécie au regard du mémoire technique remis par le candidat à travers :

- ♦ **Qualité du produit** : caractéristiques de la fourniture proposée (transmission des fiches techniques) appréciées sur : la puissance de l'appareil, le niveau sonore, le débit d'air maxi « m3/h ») : **4 points** ;

Modalité d'attribution de la note : les renseignements attendus au niveau du dossier technique seront notés suivant les appréciations et le barème ci-après :

- **Basique** (répond aux exigences minimales demandées sur les 3 caractéristiques) : **25 %** de la note maximale
- **Moyen** (est supérieur aux exigences minimales demandées sur 1 caractéristique) : **50 %** de la note maximale
- **Satisfaisant** (est supérieur aux exigences minimales demandées sur 2 caractéristiques) : **75 %** de la note maximale
- **Très satisfaisant** (est supérieur aux exigences minimales demandées sur l'ensemble des caractéristiques) : **100%** de la note maximale

- ♦ **La classe énergétique** : correspondant à la consommation énergétique du matériel en KWH/m2 à l'année : **3 points** ;

Modalité d'attribution de la note : les renseignements attendus au niveau du dossier technique seront notés suivant les

1 an	2 ans	3 ans	4 ans et plus
0	1	2	3

appréciations et le barème ci-après :

- Classe A+ : 3 points
- Classe A : 2 points
- Classe B : 1 point

- ♦ **Durée de garantie** des matériels : **3 points**.

En cas d'absence de mémoire technique, l'offre du candidat est écartée de l'analyse : son dossier étant incomplet, sa proposition est considérée comme irrégulière.

2. Le prix des prestations

Modalité d'attribution de la note : 10 points seront attribués à l'offre la moins disante parmi les offres recevables indiquées (sous réserve qu'elle ne soit pas considérée comme anormalement basse).

Les notes des offres acceptables seront formulées comme suit :

$$\text{Note du prix} = 10 \times \frac{\text{Offre de prix la moins disante}}{\text{Offre de prix concernée}}$$

Les notes seront arrondies au centième.

3. Le délai de début d'intervention

Modalité d'attribution de la note : 10 points seront attribués de la manière suivante :

La note correspondant à ce critère sera établie en tenant compte du délai de début d'intervention proposé par chaque candidat en jours calendaires.

Les points liés à ce délai (x) seront attribués selon la grille suivante :

$x \leq 2 \text{ jours}$	$2 \text{ j} < x \leq 4 \text{ j}$	$4 \text{ j} < x \leq 7 \text{ j}$	$7 \text{ j} < x \leq 10 \text{ j}$	$10 \text{ j} < x \leq 12 \text{ j}$	$12 \text{ j} < x \leq 14 \text{ j}$
10	8	6	4	2	0

Si le délai de début d'intervention dépasse 2 semaines, l'offre du candidat est écartée de l'analyse : sa proposition est considérée comme irrégulière.

Les notes seront arrondies au centième.

12.1.2 Détermination du classement des offres

Un classement sera effectué au vu des critères et de leur pondération. Le soumissionnaire obtenant la meilleure note et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue comme attributaire du marché.

Pour départager plusieurs candidats en cas d'égalité, sera pris en considération le critère hiérarchiquement le plus important au regard de sa note maximale. (Réponse question 5)

12.2 Documents à transmettre au stade de l'attribution

Chaque soumissionnaire a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, et lorsque le profil d'acheteur le permet, dans les conditions prévues aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du CCP, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- un **certificat** qui mentionne en cas **d'assujettissement à la T.V.A.** (article D. 8222-7-1°-a du code du travail) son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts ;
 - un document attestant de la **régularité de sa situation sociale** au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D. 8222-7-1°-b du code du travail) ;
 - une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- le **certificat** attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses **obligations fiscales** ;
- une **attestation d'assurance** en responsabilité civile en vigueur ;

En cas de présentation d'offre en co-traitance, il s'agit du relevé d'identité bancaire ou postal du mandataire ou de chacun des membres du groupement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le candidat retenu devra fournir obligatoirement ces documents, sous peine de rejet, dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande du service.

Conformément aux dispositions des articles 3 à 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, **l'acte d'engagement (ATTR1) transmis par l'acheteur, devra être obligatoirement signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société (Réponse question 28)** ainsi que par le mandataire habilité à représenter les membres du groupement ou par le mandataire et l'ensemble des membres du groupement.

Pour information : un zip signé ne vaut pas signature, de même, une signature manuscrite scannée n'a pas valeur d'original et ne peut donc remplacer la signature électronique, qui est seule admise.

NOTA : Pour les opérateurs économiques situés à l'étranger, ces certificats devront être établis par les administrations et organismes du pays d'origine compétents. Lorsqu'un certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par les intéressés devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement (article R. 2143-10 du CCP).

S'il ne satisfait pas à la présente obligation, l'acheteur écarte l'offre de ce candidat éliminé et il s'adresse au candidat classé en deuxième position et ainsi de suite tant qu'il subsiste des offres classées. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après est donc sollicité par l'acheteur. Ce candidat est soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à la possibilité pour l'acheteur de déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général, dans ce cas, les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 13 - MODIFICATION DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de réception des offres, éventuellement reportée. Ce délai de quinze (15) jours s'entend à compter de la date de mise en ligne des modifications sur PLACE. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.